



Ligue des
droits et libertés

Montréal, le 15 avril 2024

Érik Oland sj
Provincial des Jésuites du Canada
eoland@jesuits.ca

Peter Bisson sj
Président du CA du CJF
pbisson@jesuits.org

La Ligue des droits et libertés préoccupée de la décision du CA du Centre justice et foi

C'est avec surprise et inquiétude que nous avons appris en mars dernier la mise en veille des activités du Centre justice et foi (CJF) et de la revue *Relations*, et surtout, la mise à pied de toute son équipe de travail pour une durée indéterminée.

Selon le [communiqué officiel](#) émis par le conseil d'administration du CJF, « cet exercice a pour but d'assurer la pérennité de notre importante mission, ancrée dans nos valeurs profondes, c'est-à-dire la justice et la solidarité ». Que le Centre ait besoin « de redéfinir son positionnement et ses priorités, le tout en fonction de ses effectifs humains et financiers et dans le contexte de sa mission », tel que mentionné dans le communiqué du CA, est tout à fait concevable. Nombreuses sont les organisations à but non lucratif qui doivent composer avec d'importantes contraintes, y compris financières, et en particulier dans les milieux communautaires et religieux.

Nous sommes néanmoins fortement préoccupé-e-s par cette décision. En effet, si le but premier est d'assurer la pérennité du CJF, interrompre de manière précipitée et unilatérale ses activités risque plutôt d'entacher de manière durable et irréversible sa crédibilité, auprès de ses bailleurs de fonds et de tous les autres partenaires envers lesquels le CJF et son équipe ont engagé leur responsabilité personnelle et collective.

La mise à pied expéditive et sans appel de toute l'équipe de travail fragilise financièrement les employé-e-s. Cette décision risque aussi de mettre en péril la capacité du CJF à reprendre ses activités au terme de cette interruption indéterminée. Ce qui fait le Centre, c'est son équipe, et vouloir préserver la pérennité de l'institution sans mettre à contribution le cœur qui l'anime met en péril le résultat même de l'exercice.

La voix du Centre justice et foi est essentielle dans les débats publics actuels, que ce soit pour la rigueur et la renommée de la revue *Relations*, qui était publiée sans interruption depuis 1941 ainsi que pour le travail essentiel de réflexion et de lutte contre le racisme systémique et l'islamophobie que porte le secteur Vivre ensemble, entre autres. C'est un apport inestimable aux luttes sociales du Québec, et que nous souhaitons de tout cœur voir rayonner encore longtemps, qui est compromis par cette situation.

En tant qu'organisation proche du CJF, connaissant la rigueur de son travail et de ses engagements,

ainsi que l'importance de ses contributions, la Ligue des droits et libertés tient à manifester sa préoccupation face à la situation que traverse présentement le CJF. Nous espérons que les membres du Conseil d'administration et le provincial pourront prendre au plus vite des mesures transparentes et constructives, en concertation avec l'équipe de travail, pour freiner les dommages importants que le CJF risque de subir.

Veillez agréer de nos sentiments les plus sincères,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Pierre', with a long horizontal flourish extending to the right.

Alexandra Pierre
Présidente